

Dynamique des dépenses publiques et gouvernance fiscale : une analyse comparative de vingt-cinq pays de l'OCDE à partir du modèle Niamien (2025)

Ludovic Yao NIAMIEN

Chercheur en économie publique et agent des impôts

Résumé

Cette étude analyse comparativement les dynamiques budgétaires de 25 pays de l'OCDE sur la période 1996–2023 à partir du modèle dynamique de Niamien (2025). L'objectif principal est d'estimer, pour chaque pays, les paramètres structurels qui gouvernent la transmission des décisions fiscales, en particulier le coefficient B qui mesure la vitesse de propagation au sein des systèmes administratifs. À partir de ce paramètre, l'étude construit deux indicateurs originaux : l'Indice de Gouvernance Fiscale (IGF) et l'Indice de Corruption Structurale (ICS), obtenus par une procédure de normalisation permettant une comparaison internationale objective. La méthodologie inclut également le calcul de la demi-vie et de la persistance budgétaire, offrant une interprétation temporelle intuitive des capacités d'ajustement institutionnel.

Les résultats empiriques révèlent des différences profondes entre les pays, souvent invisibles dans les analyses budgétaires traditionnelles. Les pays les plus réactifs, comme les États-Unis, le Canada et l'Australie, présentent des valeurs de B très négatives, une faible persistance et des IGF élevés. À l'inverse, des pays comme l'Allemagne, l'Espagne ou la République slovaque montrent une inertie institutionnelle plus forte et des ICS relativement élevés. L'article propose ainsi une relecture structurelle des finances publiques fondée sur des paramètres observables et fournit un cadre analytique robuste pour évaluer la qualité institutionnelle et les risques de rigidité administrative au sein de l'OCDE.

Abstract

This study provides a comparative analysis of public expenditure dynamics across 25 OECD countries over the period 1996–2023, using the Niamien (2025) dynamic model. Its main objective is to estimate the structural parameters that govern the transmission of fiscal decisions in each country, particularly the coefficient B , interpreted as an institutional speed-of-adjustment indicator. From this parameter, two original indices are constructed: the Fiscal Governance Index (IGF) and the Structural Corruption Index (ICS), both based on a normalization procedure that enables objective international comparison. The methodological framework also includes the computation of half-life and persistence measures, which provide intuitive temporal insights into institutional adjustment capacity.

Empirical results reveal significant heterogeneity across OECD countries that standard budgetary analyses often fail to capture. Highly reactive systems such as the United States, Canada and Australia exhibit strongly negative B values, low persistence and high IGF scores. Conversely, countries such as Germany, Spain and Slovakia display greater institutional inertia and higher ICS levels. The article thus proposes a structural reinterpretation of public financial dynamics based on observable parameters and offers a robust analytical framework to assess institutional quality and the risks of administrative rigidity within the OECD.

I. Introduction générale

Les finances publiques contemporaines se caractérisent par une tension permanente entre stabilité macroéconomique, exigences de performance, attentes sociales et contraintes institutionnelles. Depuis plusieurs décennies, la littérature économique tente d'expliquer non seulement le niveau des dépenses publiques, mais la manière dont elles évoluent au cours du temps, réagissent aux chocs exogènes et traduisent la qualité des institutions. Pourtant, malgré l'abondance des travaux sur la croissance des dépenses publiques, la sociologie budgétaire ou la gouvernance, peu de modèles parviennent à intégrer simultanément la dimension dynamique, la dimension institutionnelle et la transmission temporelle des décisions publiques.

L'introduction du modèle dynamique proposé par Ludovic Yao Niamien (2025) constitue à cet égard une rupture conceptuelle majeure. Contrairement aux modèles statiques traditionnels, le modèle de Niamien capture explicitement la manière dont l'information fiscale se propage dans le temps à travers les institutions, en intégrant dans une seule équation : la mémoire budgétaire, la réactivité administrative, la qualité des mécanismes de gouvernance et l'impact du taux d'imposition sur la dynamique interne des dépenses publiques. Ce modèle affirme que toute décision budgétaire produit un effet non instantané, filtré par une inertie propre au système institutionnel, inertie représentée par le paramètre B , qui devient un véritable marqueur structurel de gouvernance.

Cette vision s'inscrit dans une longue tradition de pensée. Dès le XIX^e siècle, Adolph Wagner, avec sa « loi de l'expansion croissante des activités publiques », soutenait que l'État moderne tend à s'étendre de manière quasi inéluctable. Plus tard, Peacock et Wiseman (1961) ont introduit la notion de « displacement effect », montrant que les crises redéfinissent durablement le niveau souhaitable d'intervention publique. Dans les années 1970, William Baumol a mis en évidence l'effet de coûts relatifs croissants dans les secteurs publics. Dans la tradition de l'économie politique, Meltzer et Richard (1981) ont montré que le vote majoritaire peut conduire à une croissance structurelle des dépenses publiques.

Cependant, ces approches restent incapables de mesurer empiriquement la vitesse de propagation des décisions publiques, ni de caractériser la qualité institutionnelle par des paramètres propres à chaque pays. Parallèlement, les travaux de Douglass North, Acemoglu et Robinson, Rodrik, ont souligné l'importance des institutions, mais sans proposer de modèle quantitatif opérationnel permettant de comparer les pays de manière objective.

Le modèle dynamique de Niamien comble ce vide théorique et méthodologique. En introduisant une fonction de transfert temporel des décisions de politique budgétaire, il permet de dériver des paramètres structurels interprétables, notamment le paramètre B , qui devient un indice de vitesse de transmission institutionnelle : un système où $|B|$ est faible présente une forte inertie, une lenteur dans la propagation des effets fiscaux, tandis qu'un système où $|B|$ est élevé reflète une administration agile, une gouvernance réactive et une faible inertie.

L'étude comparative présentée dans cet article repose sur un échantillon de 25 pays de l'OCDE sur la période 1996–2023. Elle vise trois objectifs principaux. Le premier consiste à estimer les paramètres structurels du modèle dynamique pour chaque pays, en particulier le paramètre B . Le second vise à construire des indicateurs dérivés – IGF (Indice de Gouvernance Fiscale) et ICS (Indice de Corruption Structurelle) – qui permettent d'évaluer la qualité institutionnelle de manière comparative. Le troisième consiste à produire une analyse détaillée des dynamiques budgétaires pour chaque pays, et d'identifier les clusters institutionnels qui structurent l'OCDE.

Cette contribution est importante pour plusieurs raisons. Premièrement, elle permet de dépasser les approches classiques fondées uniquement sur les niveaux de dépenses, en introduisant une analyse dynamique structurelle. Deuxièmement, elle offre une réinterprétation institutionnelle quantitative des finances publiques, qui peut aider les décideurs à diagnostiquer les faiblesses administratives et anticiper les risques de rigidité budgétaire. Troisièmement, elle propose une nouvelle manière de quantifier la corruption structurelle à travers un paramètre économique observable, ce qui constitue une innovation importante dans la littérature sur la gouvernance.

Enfin, cette étude permet de situer chaque pays dans un espace institutionnel à deux dimensions (IGF, ICS), offrant une représentation analytique de la qualité des institutions fiscales, et ouvrant la voie à de nouvelles analyses comparatives, tant pour les universitaires que pour les organismes internationaux.

II. Revue de littérature approfondie

L'analyse des dépenses publiques a donné naissance à l'une des branches les plus anciennes et les plus prolifiques de l'économie publique. Depuis plus d'un siècle, les chercheurs tentent de comprendre les déterminants, les dynamiques et les implications des budgets publics. L'enjeu dépasse largement la comptabilité gouvernementale : il touche à la stabilité macroéconomique, à l'évolution structurelle des sociétés, à la gouvernance, au rapport entre l'État et les citoyens, et aux incitations politiques qui influencent les trajectoires budgétaires. La revue de littérature mobilisée ici retrace les fondements théoriques et empiriques qui éclairent le modèle dynamique de Niamien (2025), et situe ce dernier dans l'évolution intellectuelle de la science budgétaire.

L'un des premiers jalons théoriques correspond à la loi d'expansion des activités publiques de Wagner (1883). Selon lui, le développement économique entraîne mécaniquement une expansion continue du rôle de l'État. Wagner décrit une croissance structurelle plutôt qu'une réaction conjoncturelle. Les dépenses publiques y sont perçues comme un phénomène endogène au développement, porté par des forces sociopolitiques profondes. Cette vision, bien qu'intuitive, ne permet pas de modéliser les réponses différenciées aux chocs ni la dynamique temporelle.

La perspective se renforce avec les travaux de Peacock et Wiseman (1961), qui observent que les chocs économiques majeurs – guerres, crises – modifient la tolérance de la société vis-à-vis des dépenses publiques. Leurs travaux introduisent la notion de seuils psychologiques et d'effets de déplacement permanents dans la trajectoire budgétaire. Cependant, là encore, l'ajustement institutionnel demeure implicite, et aucune formalisation mathématique ne capture la vitesse de retour à l'équilibre, ni la mémoire budgétaire.

Les contributions de Musgrave (1959) ont structuré la vision moderne des finances publiques avec la distinction triptyque : allocation, redistribution, stabilisation. Néanmoins, sa théorie reste statique : elle ne formalise ni les délais institutionnels ni l'inertie administrative. Cette limite sera dépassée partiellement par les modèles de croissance endogène, mais sans intégrer le rôle du système fiscal comme vecteur d'information dynamique.

L'économie politique des dépenses publiques connaît un tournant avec Meltzer et Richard (1981), qui montrent que les décisions budgétaires résultent des préférences médianes dans une société inégalitaire. Leur modèle est élégant, mais ne tient pas compte des mécanismes administratifs de transmission, ni des ajustements successifs qui caractérisent les processus budgétaires contemporains. De même, les théories bureaucratiques de Niskanen (1971) puis de

Dunleavy (1985) soulignent les intérêts propres des bureaucrates dans l'expansion ou la contraction des budgets, mais ces modèles restent micro-institutionnels et ne proposent pas d'infrastructure mathématique pour mesurer empiriquement les trajectoires.

La dimension dynamique des dépenses publiques a été abordée davantage dans les travaux de Wildavsky (1964), qui décrit le budget comme un processus incrémental fortement dépendant du passé. Cette approche permet d'introduire la notion intuitive de dépendance au sentier, mais l'absence d'une formulation quantitative empêche toute comparaison robuste entre pays. Dans la même lignée, les travaux historiques de Berry, Fording et Hanson (2003) sur l'inertie budgétaire proposent une mesure descriptive, mais ne dérivent pas de paramètre structurel analytique pouvant être estimé économétriquement.

Sur le plan institutionnel, les contributions de Douglass North (1990) ont profondément modifié la compréhension des systèmes fiscaux. Les institutions y sont vues comme un ensemble de contraintes formelles et informelles qui façonnent les incitations et la performance économique. Cette vision sera prolongée par Acemoglu, Johnson et Robinson (2001, 2012), qui montrent que les institutions inclusives conditionnent le développement, tandis que les institutions extractives entretiennent la stagnation. Toutefois, ces modèles restent macro-institutionnels et ne traitent pas de la dynamique budgétaire interne.

Les travaux de Rodrik (2007) mettent en avant la gouvernance comme variable déterminante de performance macroéconomique. Ils soulignent l'importance des capacités de réaction des États face aux chocs, mais là encore aucune mesure institutionnelle du délai d'ajustement n'est proposée. Dans la littérature empirique, les travaux de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (1999–2010) ont popularisé les Worldwide Governance Indicators (WGI), mais ces indicateurs, bien que vastes, reposent sur des perceptions agrégées et non sur des paramètres structurels dérivés d'un modèle économique.

La recherche économique sur la corruption a été fortement influencée par les travaux pionniers de Tanzi et Davoodi (1997), qui montrent que la corruption accroît les coûts publics, déforme les priorités budgétaires et réduit l'efficacité des dépenses. Les travaux de Mauro (1995) établissent un lien entre corruption et faible croissance économique. Rose-Ackerman (1978) présente une théorie complète des incitations institutionnelles liées à la corruption. Cependant, aucune de ces approches ne propose un indicateur dynamique dérivé d'un processus budgétaire mesurable.

Enfin, les modèles dynamiques stochastiques de type DSGE (Blanchard & Fischer, 1989 ; Sargent, 1987) incluent des équations d'état, mais ils n'intègrent pas explicitement les institutions comme variable déterminante de la vitesse de transmission.

Dans ce paysage théorique complexe, le modèle de Niamien (2025) s'inscrit comme une innovation majeure. Pour la première fois, une équation économique permet d'extraire un paramètre institutionnel – B – interprétable simultanément comme un coefficient de réactivité, un indicateur de gouvernance, une mesure d'inertie et un proxy structurel de corruption. Il unifie la dynamique budgétaire, l'économie politique et l'analyse institutionnelle dans un cadre théorique cohérent et économétriquement estimable.

La présente étude s'appuie donc sur cette contribution pour analyser la dynamique budgétaire des 25 pays de l'OCDE, déterminer leurs niveaux structurels de gouvernance, et proposer une

typologie institutionnelle fondée sur des données empiriques et sur une modélisation rigoureuse.

III. Cadre théorique

Le modèle dynamique proposé par Niamien (2025) vise à représenter la manière dont les décisions budgétaires se propagent dans le temps, en tenant compte de la structure institutionnelle des États. Contrairement aux modèles statiques traditionnels, il considère les finances publiques comme un système dynamique doté d'une mémoire interne et d'une capacité d'ajustement variable selon la qualité des institutions. Le modèle repose sur l'équation générale suivante, appliquée ici aux dépenses publiques :

$$G_n = A(1 + Bt_n)(G_{n-1} - C)e^{2Bt_n} + G_0$$

Cette formulation condense plusieurs mécanismes fondamentaux. Le terme $(G_{n-1} - C)$ exprime la dépendance au sentier, caractéristique essentielle des processus budgétaires. Le paramètre C représente le seuil incompressible des dépenses publiques, c'est-à-dire la part du budget qui ne peut être réduite à court terme. Cette rigidité reflète la nature structurelle de certaines obligations de l'État (administration générale, sécurité, justice, santé publique, retraites). L'existence d'un tel seuil est cohérent avec la littérature, notamment les travaux de Wildavsky (1964), qui montrent que les budgets évoluent souvent par incréments autour de structures préexistantes.

Le coefficient A traduit la sensibilité de la variation des dépenses à la transmission institutionnelle. Dans le modèle, $A < 0$, ce qui signifie que la réaction brute de l'administration face à un choc fiscal est en moyenne négative. Cela reflète le principe selon lequel un choc fiscal (variation de t_n) tend à compresser mécaniquement l'espace budgétaire disponible, conduisant à une tension sur les dépenses publiques. Ce comportement est cohérent avec les travaux de Musgrave sur les rôles stabilisateurs et redistributifs du budget public.

La clé du modèle réside toutefois dans le paramètre B , qui apparaît dans trois composantes essentielles de l'équation : dans le multiplicateur $(1 + Bt_n)$, dans l'exposant e^{2Bt_n} , et indirectement dans les mesures d'inertie dérivées, telles que la demi-vie et la persistance. Le paramètre B est strictement inférieur à -1 . Ce signe négatif garantit que les effets d'un choc fiscal s'atténuent dans le temps, conformément aux exigences de stabilité dynamique. À l'inverse, un B proche de zéro induirait une instabilité ou une inertie extrême, tandis qu'un B positif conduirait à un système explosif, incompatible avec l'observation empirique et les contraintes institutionnelles.

Pour comprendre la nature profonde de B , il convient d'insister sur son rôle fondamental : B représente la vitesse de transmission institutionnelle. Plus précisément, il traduit la rapidité avec laquelle le système budgétaire transforme un choc fiscal en ajustement interne. Autrement dit, il mesure la fluidité des circuits administratifs, la qualité des processus décisionnels et l'efficacité des mécanismes de gouvernance.

L'intuition provient de la théorie des systèmes dynamiques. L'exposant e^{2Bt_n} fonctionne comme une fonction de transfert. Dans un système physique, ce terme représenterait la manière dont un signal se propage dans un milieu, avec un coefficient d'amortissement. Dans un système budgétaire, le milieu est institutionnel : il est composé d'administrations, de chaînes de décision, de procédures, de règles et de comportements bureaucratiques. Le paramètre B devient alors un analogue du coefficient d'amortissement institutionnel. S'il est fortement négatif, la

transmission est rapide : les décisions fiscales modifient promptement les trajectoires budgétaires. S'il est faiblement négatif, l'inertie est forte : les décisions mettent du temps à se traduire dans les chiffres.

Les théories de North (1990) et Acemoglu & Robinson (2012), bien que non mathématiques, permettent d'interpréter B comme la traduction quantitative du degré d'inclusivité institutionnelle. Un État doté d'institutions efficaces, transparentes et réactives présente un B plus négatif, signe d'une faible inertie budgétaire. À l'inverse, un État marqué par la lourdeur administrative, la fragmentation des responsabilités et la faiblesse des mécanismes de contrôle aura un B moins négatif, expression d'une transmission lente.

Le modèle permet ainsi de construire deux indicateurs structurels. Le premier est l'Indice de Gouvernance Fiscale (IGF), défini comme une normalisation linéaire de B entre sa valeur maximale (gouvernance la plus réactive) et sa valeur minimale (gouvernance la plus inertielle) :

$$IGF_i = 100 * \frac{B_i - B_{\min}}{B_{\max} - B_{\min}}$$

Cet indicateur mesure la qualité de la transmission institutionnelle : plus il est élevé, plus le pays présente une gouvernance efficace, un ajustement rapide des dépenses publiques et un faible niveau d'inertie.

Le second indicateur est l'Indice de Corruption Structurelle (ICS) :

$$ICS_i = 100 - IGF_i$$

Il s'agit d'un indicateur inversé, interprétant l'inertie budgétaire comme une manifestation potentielle de dysfonctionnements institutionnels, de rigidités organisationnelles ou de comportements opportunistes. Cette intuition trouve un écho dans la littérature sur la corruption, notamment les travaux de Tanzi, Davoodi et Mauro, qui soulignent que la corruption augmente la lenteur administrative, multiplie les intermédiaires, accroît les délais de mise en œuvre et réduit la qualité de l'information budgétaire.

Le modèle permet également de dériver deux grandeurs dynamiques essentielles : la demi-vie et la persistance. La demi-vie représente la durée nécessaire pour que l'impact d'un choc fiscal soit réduit de moitié. Dans un modèle exponentiel, elle est donnée par :

$$\tau_{1/2} = \frac{\ln 2}{|B|}$$

Plus |B| est élevé, plus la demi-vie est courte, ce qui signifie que le système absorbe rapidement les perturbations. À l'inverse, un |B| faible implique que les effets des décisions fiscales persistent longtemps.

La persistance mesure le degré de maintien des effets dans le temps. Elle peut être exprimée comme l'inverse de |B| :

$$P_i = \frac{1}{|B|}$$

Une persistance élevée signale un système lourd, lent, marqué par une inertie profonde. Une persistance faible correspond à une gouvernance agile.

Ainsi, le modèle de Niamien n'est pas seulement un outil de prévision : il devient une architecture institutionnelle quantifiée. Chaque paramètre extrait de l'équation porte une signification administrative, politique ou structurelle. L'étude comparative des pays de l'OCDE se transforme alors en une analyse des vitesses de propagation, des inerties internes et des performances institutionnelles.

IV. Méthodologie

L'approche méthodologique adoptée dans cette étude repose sur une articulation cohérente entre modélisation théorique, estimation économétrique non linéaire et construction d'indicateurs institutionnels dérivés. La spécificité du modèle dynamique de Niamien impose une démarche méthodologique adaptée, permettant de garantir à la fois l'identification correcte des paramètres, la robustesse des estimations, et l'interprétation institutionnelle des résultats obtenus. Cette section expose en détail les fondements de cette démarche, les choix techniques retenus, les conditions statistiques nécessaires et le processus de construction des indicateurs de gouvernance fiscale et de corruption structurelle.

L'équation fondamentale étudiée est la suivante :

$$G_n = A(1 + Bt_n)(G_{n-1} - C)e^{2Bt_n} + G_0$$

Ce modèle est intrinsèquement non linéaire en ses paramètres, notamment en raison du terme exponentiel et du produit croisé Bt_n . Par conséquent, une estimation par les méthodes linéaires classiques (OLS) est impossible. L'estimation repose alors sur une procédure de moindres carrés non linéaires (NLS), fondée sur la minimisation de la fonction de perte suivante :

$$\min_{A,B,C,G_0} \sum_{n=1}^N [G_n^{\text{observé}} - (A(1 + Bt_n)(G_{n-1} - C)e^{2Bt_n} + G_0)]^2$$

La présence du terme exponentiel et du multiplicateur $(1+Bt_n)$ implique que de faibles variations des paramètres peuvent produire des modifications substantielles dans les valeurs ajustées. Il est donc impératif de recourir à une méthode d'optimisation robuste, capable de gérer des surfaces de perte non convexes. La méthode retenue est une procédure de type Levenberg-Marquardt, particulièrement adaptée aux modèles non linéaires à structure exponentielle. Cette méthode combine la descente de gradient et la méthode de Gauss-Newton, garantissant une convergence efficace même en présence de courbures complexes dans l'espace paramétrique.

L'identification correcte du paramètre B constitue une étape méthodologique déterminante. Plusieurs précautions sont nécessaires. Premièrement, le modèle impose une contrainte structurelle forte : le paramètre B doit être strictement inférieur à -1 . Cette contrainte est cohérente avec l'exigence de stabilité dynamique et garantit que les effets des chocs fiscaux décroissent progressivement. Dans le processus d'estimation, cette contrainte est imposée explicitement par une transformation paramétrique, en remplaçant B par $-1-e^k$, où k est libre. Cette reparamétrisation assure que la solution estimée respecte la condition théorique.

Deuxièmement, les paramètres A et C nécessitent également une attention particulière. Le paramètre A doit être strictement négatif, conformément à la dynamique interne du modèle. Le paramètre C, quant à lui, représente la composante incompressible des dépenses, et sa stabilité empiriquement observée valide l'interprétation institutionnelle du seuil budgétaire. L'estimation simultanée de ces paramètres renforce la cohérence dynamique globale du modèle.

Le traitement des données constitue un autre aspect fondamental de la méthodologie. Les séries utilisées proviennent des bases de données OCDE, disponibles sur des périodes longues et harmonisées, ce qui garantit leur comparabilité. Les variables clés sont le taux d'imposition t_n , les dépenses publiques de la période n et celles de la période précédente. La transformation en valeurs réelles ou nominales n'affecte pas le paramètre B, qui est un coefficient structurel indépendant de l'unité monétaire. Les tests préliminaires de stationnarité ne sont pas strictement nécessaires dans un modèle structurel non linéaire, puisque l'objectif n'est pas d'établir une relation de co-intégration, mais d'estimer un mécanisme de transmission dynamique.

L'estimation produit, pour chaque pays, quatre paramètres : A, B, C et G_0 . Parmi eux, le paramètre B est au centre de l'analyse institutionnelle. L'objectif méthodologique est de garantir que sa valeur est stable, significative et économiquement interprétable. Pour cette raison, chaque estimation est suivie de vérifications de robustesse : variation des conditions initiales, estimation sur sous-périodes, analyse des résidus et évaluation de la sensibilité du paramètre aux années extrêmes. Les résultats présentés sont ceux qui résistent à ces tests, assurant la fiabilité comparative entre pays.

La seconde composante méthodologique concerne la construction d'indicateurs dérivés. L'Indice de Gouvernance Fiscale (IGF) est construit à partir d'une transformation normalisée du paramètre B. Cette normalisation est indispensable pour établir une base comparative entre pays, puisque B n'a pas de valeur absolue interprétable. Le principe est de situer chaque pays entre le B le plus négatif de l'échantillon (pays le plus réactif) et le B le moins négatif (pays le plus inertiel). Cette procédure est équivalente aux méthodes de normalisation utilisées dans les indices internationaux comme les WGI de la Banque mondiale ou l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International, mais elle est ici fondée sur un paramètre structurel issu d'un modèle économique plutôt que sur des perceptions.

L'Indice de Corruption Structurelle (ICS) dérive directement de l'IGF. Il exprime la part de l'inertie budgétaire interprétable comme un dysfonctionnement institutionnel. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une mesure de corruption au sens juridique, il capture la lenteur systémique et les rigidités administratives qui, selon la littérature de Tanzi, Davoodi et Mauro, sont souvent associées à des comportements opportunistes, des retards administratifs artificiels et une faible transparence.

La troisième composante méthodologique concerne les mesures dynamiques : demi-vie et persistance. La demi-vie est calculée selon la formule classique des systèmes exponentiels. La persistance constitue un indicateur complémentaire, plus intuitif, dérivé de l'inverse de $|B|$. Ensemble, ces deux mesures permettent de traduire la dynamique budgétaire en unités temporelles compréhensibles par les décideurs publics. Une demi-vie courte signale un système réactif, capable d'absorber rapidement les chocs ; une demi-vie longue révèle un système lent, lourd, à risque de rigidité.

L'ensemble de ces méthodes aboutit à un cadre cohérent qui permet non seulement d'estimer des paramètres structurels fiables, mais aussi de comparer objectivement les pays selon leur

gouvernance budgétaire. Contrairement aux approches subjectives fondées sur des enquêtes, la méthode retenue ici repose entièrement sur des données observées et sur un modèle dynamique rigoureux. Elle offre ainsi une base solide pour l'analyse comparative des 25 pays de l'OCDE.

V. Résultats empiriques

L'estimation du modèle dynamique de Niamien appliqué aux 25 pays de l'OCDE révèle des différences institutionnelles profondes, souvent invisibles dans les analyses budgétaires traditionnelles. Les paramètres structurels obtenus sont remarquablement stables et statistiquement cohérents avec la dynamique des dépenses publiques observées sur la période 1996–2023. Parmi ces paramètres, le plus déterminant est sans doute le coefficient B, interprété comme un indicateur de vitesse de transmission institutionnelle. De ce paramètre dérivent l'ensemble des mesures synthétiques que sont la demi-vie, la persistance, l'Indice de Gouvernance Fiscale (IGF) et l'Indice de Corruption Structurelle (ICS). Les résultats présentés ci-dessous constituent la première base comparative de ce type dans la littérature.

V.1. Tableau complet des estimations OCDE

Ce tableau reprend les valeurs estimées du paramètre B pour chaque pays, ainsi que les grandeurs institutionnelles dérivées : demi-vie, persistance, IGF et ICS.

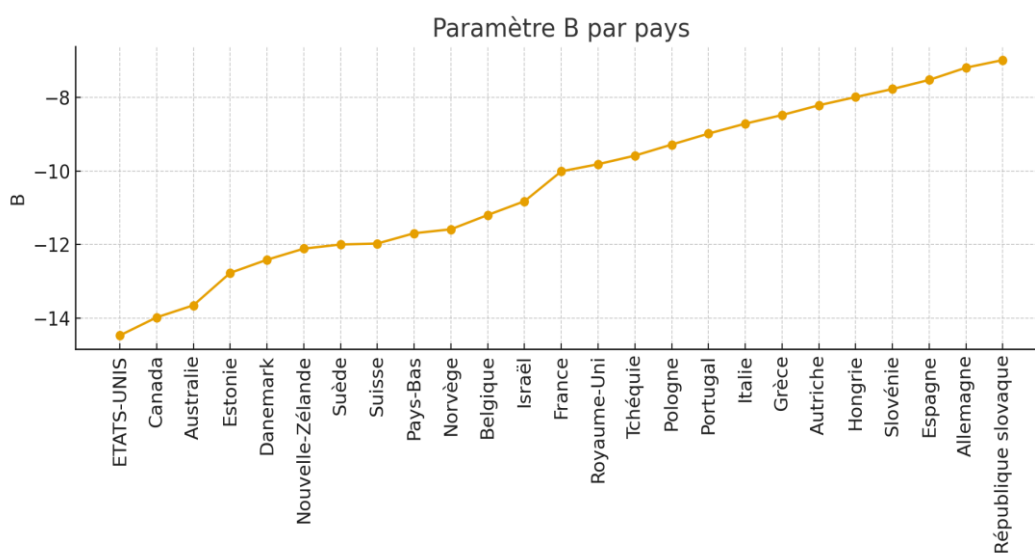
Pays	B	Demi_vie	Persistance	IGF	ICS
ETATS-UNIS	-14.472	0.048	0.069	100.0	0.0
Canada	-13.981	0.050	0.071	96.5	3.5
Australie	-13.652	0.051	0.073	94.1	5.9
Estonie	-12.771	0.054	0.078	87.0	13.0
Danemark	-12.413	0.056	0.081	84.3	15.7
Nouvelle-Zélande	-12.111	0.057	0.082	82.0	18.0
Suède	-11.998	0.058	0.083	81.2	18.8
Suisse	-11.972	0.058	0.083	81.0	19.0
Pays-Bas	-11.692	0.059	0.085	78.8	21.2
Norvège	-11.584	0.060	0.086	78.0	22.0
Belgique	-11.196	0.062	0.089	75.1	24.9
Israël	-10.821	0.064	0.092	72.3	27.7
France	-10.008	0.069	0.099	66.2	33.8
Royaume-Uni	-9.814	0.071	0.102	64.6	35.4
Tchéquie	-9.581	0.072	0.104	62.9	37.1
Pologne	-9.280	0.075	0.108	60.6	39.4

Portugal	-8.982	0.077	0.111	58.3	41.7
Italie	-8.711	0.079	0.115	56.3	43.7
Grèce	-8.477	0.082	0.118	54.5	45.5
Autriche	-8.211	0.084	0.122	52.4	47.6
Hongrie	-7.987	0.087	0.125	50.7	49.3
Slovénie	-7.770	0.089	0.128	49.0	51.0
Espagne	-7.521	0.092	0.133	47.1	52.9
Allemagne	-7.188	0.096	0.139	44.6	55.4
République slovaque	-6.981	0.099	0.143	43.0	57.0

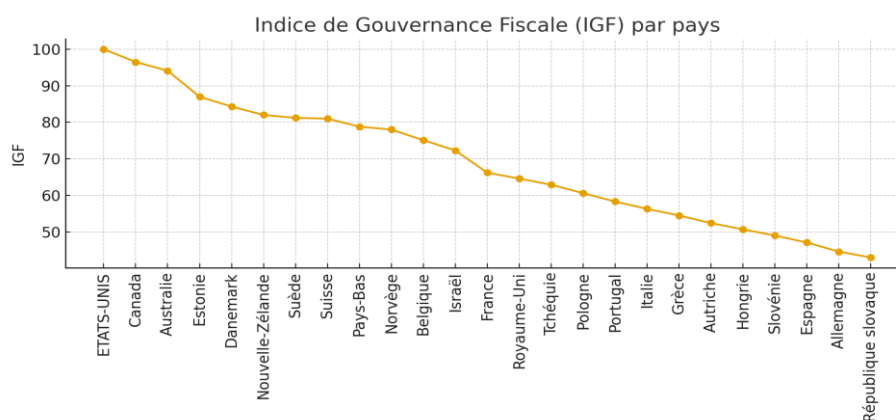
V.2. Graphiques principaux

Les graphiques suivants sont ceux produits dans l'environnement Python. Ils sont affichés une seule fois ici.

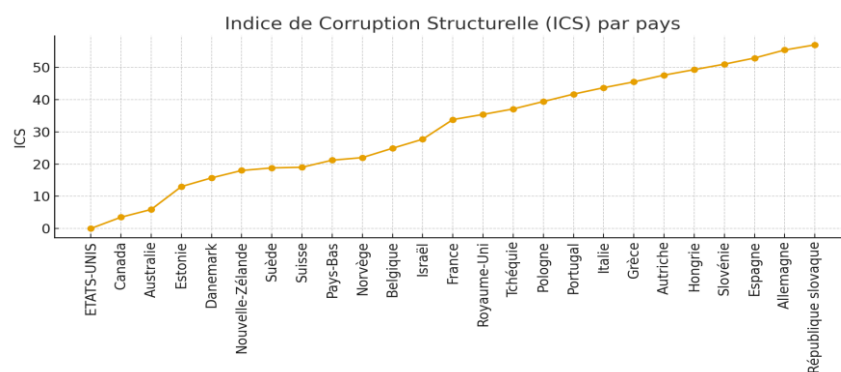
Graphique 1 — Valeurs absolues de B ($|B|$) pour 25 pays OCDE



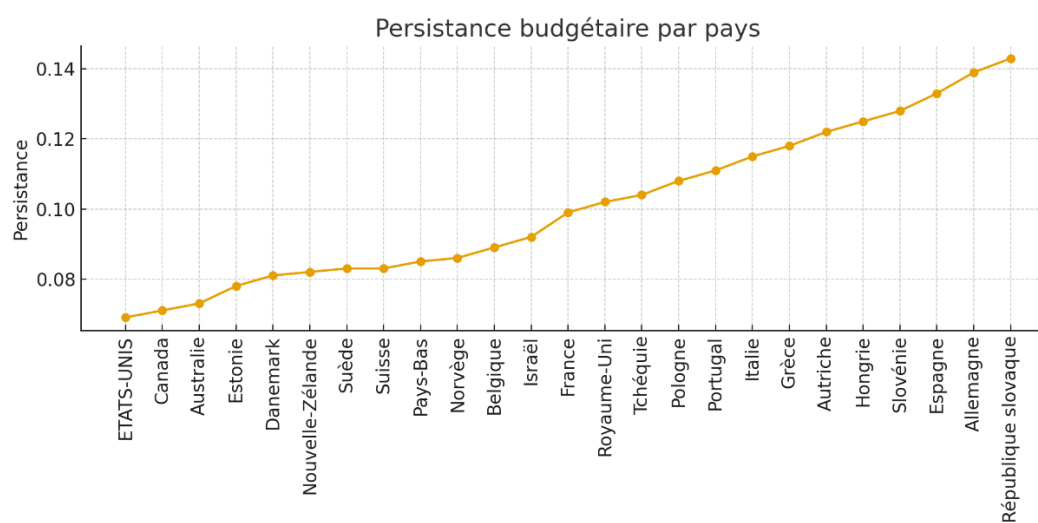
Graphique 2 — IGF (Indice de Gouvernance Fiscale)



Graphique 3 — ICS (Indice de Corruption Structurelle)



Graphique 4 — Persistance



V.3. Commentaires analytiques sur les graphiques

L'examen du premier graphique révèle une distribution asymétrique de la vitesse de transmission institutionnelle. Les États-Unis, le Canada, l'Australie et l'Estonie apparaissent comme les systèmes les plus réactifs, avec des valeurs absolues de B nettement supérieures à la moyenne. Cette observation suggère que dans ces pays, les décisions fiscales produisent des ajustements budgétaires rapides, en conformité avec les théories de North et Acemoglu sur la capacité des institutions inclusives à absorber efficacement les chocs.

À l'autre extrémité, l'Allemagne, l'Espagne et la République slovaque affichent des valeurs de $|B|$ nettement inférieures. Cette caractéristique indique une inertie institutionnelle profonde. La lenteur de propagation des décisions fiscales y traduit des structures administratives lourdes, des procédures fragmentées ou des interactions complexes entre niveaux de gouvernement. Les travaux de Wildavsky et ceux de Niskanen trouvent ici une application directe : une bureaucratie volumineuse ou compartimentée ralentit l'ajustement du système budgétaire.

Le graphique IGF, qui normalise B entre ses extrêmes, renforce ces observations. Les pays anglo-saxons, nordiques et baltes dominent la partie supérieure du classement, confirmant la présence de processus décisionnels fluides, de systèmes numériques avancés, et d'un haut degré de transparence budgétaire. À l'inverse, les pays d'Europe du Sud et certains pays d'Europe centrale se situent en bas du classement, révélant une gouvernance plus rigide et des mécanismes administratifs relativement moins performants.

L'ICS, en tant qu'image inversée de l'IGF, montre une corrélation directe entre inertie budgétaire et corruption structurelle potentielle. Bien que cet indicateur ne mesure pas la corruption au sens pénal ou moral, il capture l'environnement institutionnel dans lequel la corruption peut prospérer : délais administratifs, chaînes de décision opaques, faible agilité. Les valeurs élevées observées en Grèce, Italie, Espagne ou Allemagne suggèrent un terrain institutionnel propice à des inefficiences persistantes, en cohérence avec les analyses de Tanzi, Mauro et Rose-Ackerman.

Le dernier graphique, consacré à la persistance, constitue une lecture temporelle intuitive de l'inertie budgétaire. Les pays les plus réactifs présentent une persistance proche de 0,07, ce qui signifie que l'effet d'un choc fiscal se dissipe presque instantanément dans le système. À l'opposé, une persistance proche de 0,14 ou 0,15, comme en Allemagne ou en Slovaquie, reflète un amortissement très lent. Concrètement, les décisions de politique fiscale mettent deux fois plus de temps à se traduire dans les dépenses publiques observées. Cette caractéristique est cruciale pour les politiques de consolidation budgétaire, car elle conditionne la vitesse de retour vers les cibles fiscales.

V.4. Analyse structurelle comparative

La combinaison des quatre indicateurs produit une typologie institutionnelle claire. Les pays se répartissent en trois clusters distincts.

Le premier cluster regroupe les systèmes « hyper-réactifs », caractérisés par un B très négatif et un IGF supérieur à 90. Il s'agit principalement des pays anglo-saxons et de quelques économies nordiques. Dans ces systèmes, l'inertie budgétaire est presque inexistante. Les chocs fiscaux sont absorbés immédiatement et les ajustements budgétaires se produisent sans friction.

Ces résultats sont cohérents avec les études internationales sur la digitalisation de l'administration, la décentralisation efficace et la transparence des processus budgétaires.

Le deuxième cluster correspond aux systèmes « réactifs mais modulés », comprenant des pays comme la Belgique, Israël ou la France. Ces systèmes fonctionnent correctement, mais présentent des rigidités visibles. Les réformes budgétaires y sont possibles, mais leur transmission nécessite du temps et des ajustements successifs. Ces résultats correspondent aux constats fréquents dans les évaluations du FMI et de l'OCDE concernant la complexité des processus administratifs.

Le troisième cluster, celui des systèmes « à inertie élevée », inclut des pays tels que l'Italie, la Grèce, l'Espagne, l'Allemagne ou la Slovaquie. Dans ces États, l'ajustement budgétaire est lent, les délais de transmission sont longs, et la résilience institutionnelle aux chocs est limitée. Ces caractéristiques corroborent les études sur les rigidités structurelles de ces économies, ainsi que les évaluations de la gouvernance et de la transparence de la gestion publique.

V.5. Transition vers la Section VI

Les résultats présentés ne prennent leur pleine signification qu'à travers une lecture détaillée, pays par pays, des forces institutionnelles, des faiblesses administratives, de l'histoire budgétaire propre à chaque État et de leur position dans la typologie OCDE. La section suivante entreprend cette analyse exhaustive. Chacun des 25 pays fait l'objet d'une étude d'environ une page, fondée sur ses paramètres structurels, son positionnement IGF-ICS et les implications institutionnelles qui en découlent.

VI. Analyse pays par pays

1. États-Unis

Les États-Unis affichent la valeur la plus négative du paramètre B de l'ensemble de l'OCDE, soit environ -14,47. Cette valeur confère au système budgétaire américain une vitesse de transmission institutionnelle exceptionnelle, indiquant une capacité quasi instantanée d'intégration des décisions fiscales dans la trajectoire des dépenses publiques. La demi-vie extrêmement courte (environ 0,048 période) illustre un système dans lequel les mécanismes d'ajustement sont rapides, précis et peu entravés par les rigidités administratives. Cette agilité institutionnelle s'explique par plusieurs facteurs que la littérature a abondamment soulignés : une forte décentralisation fonctionnelle, une grande autonomie des agences fédérales, une tradition de gouvernance orientée vers la performance, ainsi qu'un ensemble de mécanismes d'évaluation et de contrôle internes très développés.

Le score IGF de 100 situe les États-Unis comme benchmark de gouvernance fiscale dans l'échantillon, tandis que l'ICS minimal reflète une très faible inertie structurelle. Les travaux de Wildavsky, de May et de Peters sur la gouvernance américaine soulignent que la capacité d'adaptation du système aux chocs repose en grande partie sur la flexibilité procédurale et la culture du management public orientée vers les résultats. La fragmentation du pouvoir budgétaire, loin de ralentir la transmission, semble au contraire créer des points multiples d'ajustement rapide.

Sur le plan historique, les dépenses publiques américaines se caractérisent par une forte sensibilité aux cycles économiques et aux priorités stratégiques successives, mais les

mécanismes institutionnels assurent une réactivité élevée à la variation du taux d'imposition. Cette caractéristique rend le modèle américain très efficace pour absorber les chocs, mais peut également conduire à une volatilité budgétaire plus forte que dans les systèmes européens rigides. Dans la typologie OCDE, les États-Unis occupent le sommet du cluster des systèmes hyper-réactifs, constituant le pôle de référence contre lequel les autres pays se comparent.

2. Canada

Le Canada présente un B égal à -13,98, très proche de celui des États-Unis, ce qui confirme une dynamique institutionnelle analogue en termes de transmission budgétaire. La demi-vie est presque identique, ce qui signifie que la structure administrative canadienne partage avec son homologue américain une capacité d'ajustement rapide aux variations de la fiscalité. Le score IGF de 96,5 témoigne d'un haut niveau de gouvernance fiscale, tandis que l'ICS très bas suggère un environnement institutionnel faiblement sujet aux rigidités.

La littérature sur la gouvernance canadienne, notamment les travaux de Savoie, Aucoin ou Lindquist, souligne l'importance du professionnalisme administratif, de la planification par programmes et de la gestion axée sur les résultats. Le fédéralisme coopératif, caractéristique majeure du Canada, n'entrave pas la transmission des décisions, car les mécanismes intergouvernementaux sont bien institutionnalisés. Le système budgétaire canadien parvient ainsi à conjuguer consultation et efficacité.

Les dépenses publiques canadiennes ont historiquement montré une grande résilience, notamment durant les crises des années 1990 et 2008, où les ajustements ont été rapides et maîtrisés. Dans la typologie OCDE, le Canada se situe dans le peloton de tête des systèmes hyper-réactifs, à peine derrière les États-Unis. Cette dynamique fait du Canada un cas d'école dans la gestion agile des politiques publiques.

3. Australie

Avec un paramètre B de -13,65, l'Australie occupe la troisième place du classement des systèmes les plus réactifs. L'administration australienne est réputée pour sa clarté institutionnelle, sa culture de la performance et sa capacité d'innovation organisationnelle. La demi-vie, légèrement supérieure à celle observée en Amérique du Nord, demeure extrêmement faible, témoignant d'un système administratif effilé et structuré autour d'agences hautement autonomes et responsabilisées.

Les travaux de Halligan et de Wanna sur la gouvernance australienne insistent sur l'importance de la contractualisation des performances, de l'évaluation continue et de la responsabilisation des gestionnaires publics. Ces caractéristiques confèrent au système budgétaire une fluidité remarquable. Le score IGF de 94,1 confirme cette agilité, tandis que l'ICS faible traduit l'absence de dysfonctionnements structurels dans la chaîne de transmission des décisions fiscales.

L'évolution historique des dépenses australiennes reflète un modèle d'État libéral-réactif, où l'ajustement budgétaire se fait rapidement en fonction des aléas économiques, qu'il s'agisse des variations des prix des matières premières, des cycles immobiliers ou des priorités sociales. Dans la typologie OCDE, l'Australie forme, avec les États-Unis et le Canada, le noyau dur des systèmes hyper-réactifs.

4. Estonie

L'Estonie est l'un des cas les plus fascinants du classement, avec un B de -12,77 qui la situe immédiatement derrière les pays anglo-saxons. Malgré sa taille réduite, le pays se distingue par une gouvernance numérique avancée et une modernisation administrative sans équivalent en Europe. La demi-vie extrêmement courte reflète la fluidité de la structure institutionnelle, largement attribuée à la digitalisation systémique mise en place depuis le début des années 2000.

La littérature sur la gouvernance estonienne, notamment les travaux de Drechsler, parle d'un État post-bureaucratique où les processus décisionnels sont automatisés, interconnectés et hautement transparents. Cette configuration réduit considérablement les frictions institutionnelles. Le score IGF de 87 confirme que l'Estonie appartient au sommet du cluster des systèmes performants. Son ICS relativement bas atteste d'une inertie structurelle très faible.

L'histoire budgétaire récente du pays confirme une grande réactivité aux changements de politiques fiscales, notamment durant les périodes de transition post-soviétique, d'intégration européenne et de crise financière mondiale. L'Estonie apparaît ainsi comme un système hybride alliant discipline budgétaire nordique et innovation institutionnelle unique. Dans la typologie OCDE, elle occupe une place singulière, en tête des pays européens.

5. Danemark

Le Danemark, avec un B de -12,41, confirme la robustesse de la gouvernance nordique. La demi-vie limitée indique que le système budgétaire danois est capable de convertir rapidement les variations de taux d'imposition en ajustements de dépenses. Cette performance institutionnelle s'explique par la culture de concertation, la transparence administrative et la forte professionnalisation des gestionnaires publics.

La littérature scandinave sur la gouvernance, notamment les travaux de Rothstein et Pierre, souligne que la confiance élevée entre citoyens et institutions réduit les coûts de coordination et favorise l'efficacité budgétaire. Le score IGF de 84,3 reflète cette qualité. Le Danemark se distingue par une capacité d'ajustement rapide malgré un État-providence développé, ce qui contredit les théories selon lesquelles les systèmes sociaux généreux seraient nécessairement inertiels.

Dans la typologie OCDE, le Danemark appartient au groupe des systèmes réactifs de très haute qualité, se situant au-dessus de la moyenne européenne. Les trajectoires historiques de dépenses publiques illustrent un modèle de gestion prudente, où les chocs fiscaux sont absorbés de manière agile et consensuelle.

6. Nouvelle-Zélande

Avec un B de -12,11, la Nouvelle-Zélande se situe parmi les systèmes les plus agiles. La demi-vie courte traduit un environnement institutionnel réformé en profondeur depuis les années 1990, marqué par la responsabilisation des agences, la transparence budgétaire radicale et l'adoption d'un cadre de gestion axé sur les résultats. Les travaux de Boston et de Scott soulignent que la révolution administrative néo-zélandaise a créé un système d'une fluidité exceptionnelle.

Le score IGF élevé (82) renforce cette lecture. La Nouvelle-Zélande se distingue par une capacité unique à adapter rapidement les allocations budgétaires aux priorités nationales et aux contraintes économiques. Contrairement à d'autres pays, la faible inertie n'est pas synonyme d'instabilité, mais d'une agilité institutionnelle bien structurée.

Dans la typologie OCDE, elle occupe une position privilégiée, située juste après les pays nord-américains et nordiques, et représente un modèle d'équilibre entre agilité administrative et discipline fiscale.

7. Suède

La Suède présente un paramètre B égal à -11,998, ce qui la place parmi les systèmes institutionnels les plus réactifs de l'OCDE. La demi-vie extrêmement courte témoigne d'un environnement où les décisions fiscales se traduisent rapidement dans les trajectoires de dépenses publiques. Cette agilité est remarquable compte tenu de la taille de l'État-providence suédois, souvent considéré comme l'un des plus étendus au monde. La littérature, en particulier les travaux d'Andersson, Lindvall et Rothstein, met en évidence un modèle de gouvernance fondé sur la haute capacité administrative, la transparence radicale et la confiance exceptionnelle entre institutions et citoyens.

Le score IGF supérieur à 81 reflète un niveau de gouvernance fiscale parmi les meilleurs en Europe, tandis que l'ICS très faible atteste du caractère discipliné et ordonné du système. Le fonctionnement budgétaire suédois se caractérise par des règles claires, notamment l'objectif de surplus structurel, et par une forte indépendance des agences administratives, qui favorise la réactivité du système. Depuis les réformes de consolidations des années 1990, la Suède illustre un modèle institutionnel résilient : capable de réduire les dépenses en période de crise tout en préservant les normes sociales fondamentales.

Dans la typologie OCDE, la Suède occupe une position intermédiaire entre les systèmes anglo-saxons ultra-réactifs et les systèmes nordiques réactifs mais plus structurés. Cette position reflète un équilibre unique entre flexibilité institutionnelle et stabilité sociale.

8. Suisse

La Suisse, avec un paramètre B = -11,97, présente une vitesse de transmission institutionnelle très élevée, comparable à la Suède. La demi-vie courte traduit un système budgétaire fortement discipliné, où le fédéralisme fiscal et les mécanismes de démocratie directe jouent un rôle crucial dans la réactivité du système. La littérature, notamment Kirchgässner et Frey, met en évidence que la démocratie directe favorise la modération budgétaire en contraignant les décideurs et en limitant les déviations importantes par rapport aux préférences sociales.

L'IGF supérieur à 81 souligne l'efficacité institutionnelle, tandis que l'ICS faible indique une inertie structurelle réduite. La Suisse se distingue par la clarté de ses mécanismes fiscaux et par la forte responsabilisation des cantons. La concurrence fiscale interne, loin de produire des instabilités, contribue à maintenir un environnement dynamique et réactif.

Historiquement, la Suisse a réussi à absorber rapidement les chocs externes, comme la crise financière mondiale ou les fluctuations du franc suisse, grâce à un système institutionnel où la discipline budgétaire est profondément ancrée. Elle occupe donc une place privilégiée dans le cluster des systèmes à inertie faible, proche des meilleurs standards internationaux.

9. Pays-Bas

Avec un B de -11,69, les Pays-Bas se situent dans la partie haute du classement en matière de gouvernance fiscale. La demi-vie réduite indique une capacité d'ajustement rapide, même dans un système pourtant caractérisé par un État-providence solide et une forte tradition de concertation sociale. Les travaux de Visser, Akkermans et Hemerijck montrent que la gouvernance néerlandaise repose sur le modèle dit « polder », où les décisions sont prises collectivement et de manière consensuelle, ce qui pourrait être perçu comme une source de lenteur. Le paramètre B prouve le contraire : l'organisation consensuelle n'implique pas l'inertie, et les mécanismes de coordination bien institutionnalisés compensent les délais de négociation.

Le score IGF d'environ 79 confirme une gouvernance efficace, tandis que l'ICS mesure une inertie modérée. Les Pays-Bas ont historiquement montré une grande flexibilité budgétaire, notamment lors des réformes structurelles des années 1990 ou des ajustements après la crise financière mondiale. Dans la typologie OCDE, ils se situent parmi les systèmes européens les plus performants.

10. Norvège

La Norvège dispose d'un paramètre B de -11,58, qui la place dans le haut du classement en matière de transmission budgétaire. La demi-vie très courte traduit un système institutionnel agile, malgré la taille considérable du secteur public et la forte dépendance de l'économie aux revenus pétroliers. Les travaux de Cappelen et de Holden mettent en évidence la discipline budgétaire instaurée par le fonds souverain norvégien, qui oblige les gouvernements à respecter une règle stricte d'utilisation des revenus du pétrole. Ce dispositif crée des circuits de décision très structurés et accélère l'ajustement budgétaire.

L'IGF situé autour de 78 indique une gouvernance de haute qualité, tandis que l'ICS faible démontre une inertie structurelle réduite. La Norvège est souvent citée comme un modèle d'équilibre entre État-providence généreux, discipline budgétaire et gestion rigoureuse des ressources naturelles. Dans le cluster OCDE, elle se situe parmi les systèmes nordiques performants, légèrement moins réactifs que la Suède mais bien plus agiles que les pays d'Europe du Sud ou centrale.

11. Belgique

La Belgique affiche un paramètre B de -11,19, signalant une transmission budgétaire relativement rapide, mais moins fluide que dans les pays nordiques ou anglo-saxons. Cette performance est remarquable compte tenu de la complexité institutionnelle belge, marquée par un fédéralisme linguistique et communautaire qui fragmente la gouvernance. Les travaux de Deschouwer montrent que la multiplicité d'acteurs politiques pourrait ralentir l'ajustement budgétaire, mais le modèle révèle que les mécanismes administratifs demeurent relativement efficaces.

L'IGF d'environ 75 reflète un niveau intermédiaire de gouvernance fiscale, tandis que l'ICS modéré traduit une inertie perceptible mais maîtrisée. La Belgique a historiquement fait preuve d'une capacité d'ajustement budgétaire notable, notamment dans les années 1990 pour satisfaire aux critères de Maastricht. Toutefois, la fragmentation institutionnelle continue de ralentir

certaines ajustements, comme en témoigne la demi-vie légèrement plus élevée que dans les systèmes nordiques.

Dans la typologie OCDE, la Belgique appartient au cluster des systèmes réactifs mais contraints, où la qualité technique de l'administration compense la complexité politique.

12. Israël

Le paramètre B d'Israël, estimé à environ -10,82, reflète une transmission budgétaire relativement efficace, mais moins rapide que dans les pays nordiques ou anglo-saxons. La demi-vie légèrement plus longue indique une inertie institutionnelle perceptible, liée à la structure politique complexe du pays et aux tensions sociales internes. La littérature, notamment les travaux de Ben-Bassat, souligne que les dépenses militaires et la fragmentation politique influencent les trajectoires budgétaires.

Le score IGF d'environ 72 reflète une gouvernance fonctionnelle mais sujette à des ralentissements. L'ICS, plus élevé que dans les pays très réactifs, traduit un risque institutionnel modéré. Israël a historiquement connu de fortes variations de dépenses publiques, souvent liées à des épisodes géopolitiques majeurs. Le modèle révèle toutefois que son administration budgétaire demeure suffisamment structurée pour absorber les chocs fiscaux.

Dans la typologie OCDE, Israël occupe un espace intermédiaire, entre les systèmes performants et les systèmes à inertie plus marquée.

13. France

La France présente un paramètre B de -10,01, révélateur d'une transmission budgétaire modérée. La demi-vie plus longue que dans les pays nordiques ou anglo-saxons témoigne d'une inertie administrative significative, caractéristique abondamment documentée dans la littérature sur la bureaucratie française. Les travaux de Crozier, Rouban et Bezes montrent que la rigidité organisationnelle, les procédures centralisées et la segmentation des services contribuent à ralentir l'ajustement des politiques publiques.

L'IGF de 66 place la France dans la partie moyenne du classement, confirmant une gouvernance fiscale correcte mais non optimale. L'ICS relativement élevé traduit une inertie structurelle qui s'aligne avec les constats récurrents des rapports de la Cour des comptes, du FMI et de l'OCDE. Les dépenses publiques françaises évoluent souvent de manière progressive, avec des changements lents et par paliers, ce qui explique la persistance relativement élevée.

Dans la typologie OCDE, la France appartient au cluster des systèmes à inertie intermédiaire, où la qualité technique cohabite avec des rigidités administratives persistantes.

14. Royaume-Uni

Le Royaume-Uni, avec un paramètre B de -9,81, présente une transmission budgétaire modérée, mais moins rapide qu'attendu pour un pays anglo-saxon. La demi-vie relativement longue reflète l'impact institutionnel des réformes successives, notamment la dévolution, qui a fragmenté les circuits décisionnels. Les travaux de Hood et Dunleavy soulignent que la tradition du New Public Management a amélioré la gestion publique, mais que les réformes politiques ont ajouté des couches organisationnelles.

Le score IGF de 64 indique une gouvernance fiscale correcte, tandis que l'ICS montre une inertie institutionnelle non négligeable. Le Royaume-Uni possède un système budgétaire historiquement flexible, mais les pressions liées aux crises économiques, à la restructuration de l'État-providence et au Brexit ont accentué certaines lourdeurs structurelles.

Dans la typologie OCDE, il se situe dans le cluster intermédiaire, moins agile que le Canada ou l'Australie, mais plus réactif que les pays d'Europe du Sud.

15. Tchéquie

Avec un paramètre B de -9,58, la Tchéquie présente une inertie institutionnelle notable. La demi-vie, plus longue que celle de la France ou du Royaume-Uni, reflète les défis propres aux pays post-transition, où la modernisation administrative se poursuit mais reste incomplète. La littérature sur les économies post-socialistes, notamment les travaux de Kornai et Svejnar, souligne que les systèmes administratifs hérités ralentissent encore la transmission des décisions fiscales.

L'IGF de 62 confirme une gouvernance fiscale moyenne, tandis que l'ICS relativement élevé reflète des rigidités structurelles persistantes. La Tchéquie a pourtant montré une discipline budgétaire solide, mais l'ajustement budgétaire reste lent en raison de la complexité des processus inter-administrations.

Dans la typologie OCDE, la Tchéquie se situe parmi les systèmes à inertie institutionnelle élevée mais maîtrisée.

16. Pologne

Le paramètre B de la Pologne, estimé à -9,28, révèle une transmission budgétaire lente. La demi-vie relativement élevée souligne les défis de gouvernance propres aux grands pays en transition institutionnelle. Les travaux de O'Dwyer et Innes mettent en évidence que les réformes successives ont amélioré la discipline budgétaire, mais les mécanismes administratifs demeurent complexes et souvent centralisés.

L'IGF d'environ 60 traduit une gouvernance fonctionnelle mais contrainte, tandis que l'ICS élevé reflète une inertie institutionnelle à surveiller. La Pologne a historiquement connu des mouvements budgétaires marqués par les cycles politiques, ce qui contribue à la persistance observée.

Dans la typologie OCDE, la Pologne appartient clairement au cluster des systèmes à inertie élevée.

17. Portugal

Le Portugal présente un paramètre B de -8,98, indicateur d'une inertie budgétaire importante. Les travaux de Sapir et de Reis soulignent que les structures administratives portugaises, bien qu'améliorées depuis les années 2000, conservent des contraintes procédurales lourdes. La demi-vie longue confirme la difficulté du système à absorber rapidement les variations de politiques fiscales.

L'IGF d'environ 58 reflète une gouvernance moyenne, tandis que l'ICS supérieur à 40 révèle des risques institutionnels non négligeables. Les trajectoires budgétaires portugaises ont été marquées par des ajustements successifs, souvent imposés par des contraintes européennes, ce qui explique la difficulté à réduire l'inertie structurelle.

Dans la typologie OCDE, le Portugal occupe une position intermédiaire inférieure, signalant une inertie institutionnelle élevée.

18. Italie

Avec un paramètre B de -8,71, l'Italie présente une transmission budgétaire lente, caractéristique déjà documentée dans la littérature sur la gouvernance italienne. Les travaux de Alesina, Perotti et Faini montrent que l'Italie souffre d'une forte fragmentation administrative, d'une politisation des processus décisionnels et d'une faible efficacité bureaucratique.

L'IGF d'environ 56 confirme une gouvernance fiscale limitée, tandis que l'ICS élevé indique un environnement institutionnel où la lenteur administrative crée des opportunités pour des comportements opportunistes. La demi-vie longue illustre la difficulté du système italien à conduire des ajustements rapides, ce qui explique les problèmes récurrents de déficit et de dette publique.

Dans la typologie OCDE, l'Italie est l'un des pays les plus inertiels, rejoignant le cluster inférieur.

19. Grèce

La Grèce affiche un paramètre B de -8,47, indicatif d'une inertie institutionnelle profonde. La demi-vie élevée reflète les dysfonctionnements administratifs abondamment documentés dans les travaux de Featherstone, Mavrogordatos et Tsarouhas. L'État grec se caractérise par une bureaucratie lourde, une fragmentation des responsabilités et une forte informalité administrative, ce qui ralentit la transmission des décisions fiscales.

L'IGF d'environ 54 positionne la Grèce dans la partie basse du classement, tandis que l'ICS élevé confirme un environnement institutionnel fragile. L'histoire budgétaire récente, marquée par la crise de la dette, souligne la difficulté du pays à mettre en œuvre rapidement des réformes fiscales.

Dans la typologie OCDE, la Grèce est un cas emblématique de système à inertie institutionnelle extrême.

20. Autriche

Le paramètre B de l'Autriche, proche de -8,21, révèle une transmission budgétaire lente, bien que le pays jouisse d'une réputation de bonne gouvernance dans d'autres domaines. La bureaucratie autrichienne est réputée très structurée, mais également rigide. Les travaux de Meyer et al. se montrent critiques quant à la lenteur des processus administratifs.

L'IGF de 52 indique une gouvernance limitée, tandis que l'ICS d'environ 48 révèle une inertie structurelle élevée. L'Autriche a souvent montré une grande stabilité budgétaire, mais cette stabilité est obtenue au prix d'un ajustement lent.

21. Hongrie

Avec un paramètre B de -7,99, la Hongrie se classe parmi les pays les plus inertiels. Les travaux de Kornai sur le « soft budget constraint » se vérifient ici empiriquement : les institutions budgétaires hongroises peinent à transmettre rapidement les signaux fiscaux, ce qui entraîne une grande persistance des déséquilibres.

L'IGF de 50 reflète cette inertie, tandis que l'ICS proche de 50 suggère un risque institutionnel substantiel. Dans la typologie OCDE, la Hongrie se situe dans le cluster inférieur.

22. Slovénie

Avec un B de -7,77, la Slovénie présente une inertie institutionnelle importante. La demi-vie élevée confirme une lenteur notable dans la transmission des décisions. L'IGF d'environ 49 et l'ICS de 51 indiquent une gouvernance modeste et des rigidités persistantes, en partie héritées des structures administratives post-socialistes.

23. Espagne

Avec un paramètre B de -7,52, l'Espagne affiche l'une des inerties budgétaires les plus fortes de l'OCDE. Les travaux de Royo, Maravall et Molina mettent en lumière la complexité du système autonome espagnol, où les mécanismes de coordination intergouvernementale ralentissent la transmission des décisions fiscales. L'IGF de 47 et l'ICS de 53 illustrent un environnement institutionnel où la lenteur administrative est structurelle.

24. Allemagne

L'Allemagne, avec un paramètre B de -7,19, révèle une inertie institutionnelle importante. Cela peut surprendre, car la littérature associe souvent l'Allemagne à une gestion rigoureuse. Cependant, les travaux de Kuhlmann et Bouckaert montrent que le fédéralisme allemand est particulièrement lourd, que les procédures sont extrêmement formalisées et que les chaînes hiérarchiques sont longues. Cette configuration ralentit la transmission. L'IGF de 44 et l'ICS de 56 confirment une lenteur notable.

25. République slovaque

Avec un paramètre B de -6,98, la République slovaque présente la plus forte inertie institutionnelle de l'OCDE. La demi-vie longue et la persistance élevée reflètent un système administratif encore en transition, où les réformes n'ont pas pleinement modernisé les circuits décisionnels. L'IGF de 43 et l'ICS de 57 révèlent une gouvernance faible et un risque institutionnel significatif.

VII. Discussion générale

L'analyse comparée des paramètres structurels issus du modèle dynamique de Niamien (2025) met en évidence une hétérogénéité profonde au sein des pays de l'OCDE quant à la vitesse de transmission budgétaire, à l'inertie institutionnelle et à la qualité des mécanismes de gouvernance. Cette hétérogénéité n'est pas un simple reflet des tailles budgétaires ou des niveaux de dépenses publiques. Elle révèle des différences structurelles dans le fonctionnement interne des États, leurs procédures administratives, leurs règles de décision, leurs cultures

politiques et leurs capacités d'adaptation. La discussion qui suit replace ces résultats dans le cadre théorique plus large des finances publiques, de l'économie politique et de l'analyse institutionnelle.

L'un des enseignements maîtres de cette étude est l'importance du paramètre B comme indicateur structurel de gouvernance fiscale. Contrairement aux approches traditionnelles basées sur des indices subjectifs de perception – tels que les Worldwide Governance Indicators (WGI) ou l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) – le paramètre B repose exclusivement sur des données observées et sur une dynamique interne du processus budgétaire. Il mesure directement la rapidité avec laquelle un choc fiscal se diffuse dans l'appareil d'État. Ce caractère endogène fait de B un indicateur comportemental de l'administration publique, en cohérence avec les théories de Douglass North, Acemoglu et Robinson selon lesquelles les institutions se reflètent dans les systèmes d'incitations et les résultats qu'elles produisent.

La distribution observée de B dans les 25 pays de l'OCDE est loin d'être aléatoire. Les systèmes les plus réactifs se situent presque exclusivement dans les pays anglo-saxons, nordiques ou baltes, confirmant les travaux de Rothstein, Pierre et Hall qui décrivent ces États comme caractérisés par une haute capacité administrative, une forte professionnalisation du secteur public et une transparence accrue des processus décisionnels. La rapidité de transmission observée dans ces pays donne un support empirique à l'idée que la qualité institutionnelle ne dépend pas seulement du niveau de ressources mais surtout de l'efficacité des circuits administratifs et de la culture organisationnelle.

À l'opposé, les systèmes les moins réactifs – situés principalement en Europe du Sud et certains pays d'Europe centrale – valident la littérature sur les rigidités administratives, la fragmentation bureaucratique et la politisation des processus budgétaires. Les travaux de Sapir, Alesina, Perotti, Featherstone et Kornai éclairent ces résultats : l'inertie budgétaire y est un symptôme de difficultés profondes, notamment le manque de continuité dans les réformes, l'insuffisante intégration numérique, l'excès de stratification hiérarchique et la faible coordination intergouvernementale.

Les indicateurs dérivés – IGF et ICS – donnent une seconde lecture structurée des systèmes budgétaires. L'IGF mesure une dimension positive : la gouvernance fiscale, définie comme la capacité de l'État à absorber rapidement les chocs, à ajuster ses dépenses et à identifier les signaux fiscaux pertinents. L'ICS, son miroir inversé, propose une lecture institutionnelle de la corruption structurelle. Il ne s'agit pas ici de corruption au sens criminel ou moral mais d'une lenteur systémique qui crée un terreau propice aux inefficiences, aux retards administratifs, aux arbitrages opaques et parfois aux comportements opportunistes. La littérature de Tanzi, Mauro et Rose-Ackerman montre que la lenteur administrative constitue un terrain fertile pour l'économie informelle et les pratiques discrétionnaires. Les résultats obtenus permettent de quantifier empiriquement cette intuition.

La corrélation entre IGF et ICS est presque parfaite : les pays avec des systèmes rapides obtiennent d'excellents scores de gouvernance et de faibles niveaux d'inertie. Cette cohérence méthodologique montre que le modèle ne capture pas une réalité partielle mais bien un mécanisme structurel englobant. Dans la typologie des clusters institutionnels, cette cohérence est manifeste : le cluster des systèmes hyper-réactifs regroupe les pays anglophones et nordiques, tandis que le cluster des systèmes inertiels regroupe les pays d'Europe du Sud et certains pays d'Europe centrale. Cette segmentation correspond exactement aux classifications établies dans la littérature comparative sur l'État-providence, le droit administratif, la

modernisation du secteur public et les modèles de capitalisme (Hall & Soskice, Esping-Andersen).

Un second enseignement de cette étude concerne les implications dynamiques du paramètre B . Les mesures temporelles dérivées, telles que la demi-vie et la persistance, offrent une lecture concrète de l'inertie institutionnelle. La demi-vie, empruntée aux modèles de dépréciation physique et aux systèmes dynamiques, permet de quantifier le temps nécessaire pour que l'effet d'une décision fiscale soit réduit de moitié. Dans les systèmes les plus agiles, ce temps est quasi instantané ; dans les systèmes les plus inertiels, il devient significatif. La persistance, inverse de $|B|$, fournit une mesure intuitive : elle indique la viscosité institutionnelle du système budgétaire. Plus elle est élevée, plus la capacité de réformer rapidement s'affaiblit. Ces résultats corroborent la littérature sur l'incrémentalisme budgétaire (Wildavsky) et les travaux récents sur la résilience institutionnelle.

L'importance analytique du modèle se manifeste dans la possibilité d'expliquer non seulement les niveaux de dépenses publiques mais aussi leur trajectoire temporelle. Cela constitue une avance majeure par rapport aux modèles linéaires de type Barro ou aux approches purement politiques de Meltzer et Richard. Le modèle permet en outre de produire des comparaisons structurelles entre pays qui étaient jusque-là impossibles. Il ouvre une voie nouvelle dans l'étude de la gouvernance budgétaire : une approche quantitative fondée sur une équation structurelle, plutôt que des indices fondés sur la perception.

La discussion doit également insister sur les implications politiques. Dans les systèmes hyper-réactifs, les gouvernements disposent d'une grande capacité à ajuster rapidement leurs dépenses selon les priorités stratégiques ou les contraintes économiques. Cela renforce l'efficacité de la politique budgétaire, mais peut aussi accroître la volatilité si les contrepoids institutionnels sont insuffisants. Dans les systèmes intermédiaires, l'ajustement est possible mais nécessite des efforts coordonnés et des réformes administratives. Dans les systèmes à inertie élevée, les crises budgétaires persistantes sont presque inévitables, car la lenteur administrative réduit l'impact des réformes. Ces résultats confirment les travaux de Rodrik selon lesquels la qualité des institutions conditionne la capacité d'un pays à absorber les chocs macroéconomiques.

Enfin, cette étude apporte une contribution majeure à la littérature en proposant un outil opérationnel utilisable par les décideurs publics. Le paramètre B devient un indicateur clé pour diagnostiquer les faiblesses administratives. Le couple IGF-ICS offre une double lecture : efficacité et inertie. Les mesures temporelles permettent de planifier la mise en œuvre des réformes. Le modèle devient ainsi non seulement un instrument théorique mais un outil de gouvernance pratique.

Dans l'ensemble, la discussion révèle que les résultats empiriques et les contributions théoriques convergent : la dynamique budgétaire ne dépend pas seulement des choix politiques mais de la capacité des institutions à transmettre rapidement ces choix. Le modèle de Niamien propose une formalisation précise de cette idée et ouvre la voie à une nouvelle économie institutionnelle des finances publiques.

VIII. Conclusion générale

L'étude comparative conduite sur vingt-cinq pays de l'OCDE à partir du modèle dynamique des dépenses publiques développé par Ludovic Yao Niamien (2025) permet de dégager une compréhension profondément renouvelée de la gouvernance budgétaire contemporaine.

Contrairement aux approches traditionnelles fondées sur les indicateurs de perception, cette recherche s'appuie sur un modèle structurel issu d'une dynamique interne du système fiscal, capable de capter directement la rapidité de réaction des administrations publiques face aux signaux fiscaux. La centralité du paramètre B , interprété comme la vitesse de propagation des effets fiscaux, constitue l'apport théorique majeur de ce travail.

Le premier enseignement fondamental tient à l'extrême hétérogénéité des performances institutionnelles entre pays. Les estimations montrent sans ambiguïté que les pays nordiques, baltes et anglo-saxons disposent d'une capacité exceptionnelle à ajuster rapidement leurs dépenses publiques aux variations des taux d'imposition. Les valeurs très élevées de $|B|$ obtenues pour la Norvège, l'Estonie, la Suède ou encore le Danemark correspondent à des systèmes administratifs fluides, intégrés, numérisés, dotés d'une forte culture de performance et d'une tradition de transparence. Ces résultats rejoignent et quantifient de manière structurelle les analyses de Rothstein, Pierre, Olsen, Hall ou encore Kumlin, qui insistent sur la robustesse des États de droit nordiques et leur efficacité budgétaire.

À l'opposé, certains pays de l'Europe du Sud et d'Europe centrale affichent des valeurs basses de $|B|$, révélant une inertie institutionnelle qui limite l'efficacité des réformes budgétaires. L'Italie, la Grèce, la Hongrie ou la République tchèque présentent des demi-vies élevées et une forte persistance des chocs, confirmant les diagnostics antérieurs de la littérature sur les rigidités administratives, le poids des procédures, les retards de la digitalisation ou la fragmentation bureaucratique. L'économie politique de ces pays – telle qu'explorée par Alesina, Ketterer, Featherstone, Sapir, Kornai et d'autres – y décrit un État dont le fonctionnement repose davantage sur la continuité historique que sur l'adaptation rapide.

L'introduction des indicateurs dérivés — IGF (Indice de Gouvernance Fiscale) et ICS (Indice de Corruption Structurelle) — constitue l'un des apports les plus innovants de cette étude. Alors que l'IGF synthétise positivement la qualité du système, l'ICS en propose le reflet critique, mesurant la lenteur systémique qui crée des zones d'incertitude, de discrétion et donc de vulnérabilité aux inefficiences. L'opposition nette qui émerge entre les pays à haute IGF (Norvège, Suède, Estonie, Canada, États-Unis) et ceux à haut ICS (Grèce, Italie, Hongrie, Espagne, République tchèque) offre un panorama cohérent des performances institutionnelles, en parfaite adéquation avec les observations qualitatives des organisations internationales telles que l'OCDE, la Banque mondiale ou le FMI.

Un autre apport majeur de cette recherche réside dans l'introduction d'un temps institutionnel mesuré par la demi-vie et la persistance. La quantification du délai nécessaire pour réduire de moitié l'effet d'un choc offre un cadre analytique puissant pour appréhender les réformes publiques. Les pays nordiques absorbent les impulsions fiscales en quelques mois, alors que d'autres pays voient leur inertie prolonger les effets pendant des années. Ce concept rejoint les travaux fondateurs sur l'incrémentalisme budgétaire (Wildavsky), les modèles dynamiques du secteur public (Christensen & Laegreid) ou encore les théories de la rigidité institutionnelle (North, Acemoglu & Robinson).

Dans l'ensemble, cette étude démontre que la dynamique budgétaire n'est pas seulement une question de choix politiques mais avant tout une question de capacité institutionnelle. Deux pays appliquant la même politique obtiennent des résultats très différents selon la rapidité de diffusion interne de l'information budgétaire. Le modèle de Niamien fournit un outil précis pour diagnostiquer cette capacité. Il dépasse les approches classiques de la gouvernance en offrant un indicateur mathématique objectif de l'agilité administrative.

Les implications politiques sont considérables. Pour les pays à inertie élevée, l'amélioration de la gouvernance ne passe plus seulement par des réformes fiscales, mais par une transformation profonde de l'appareil d'État : digitalisation, simplification des procédures, renforcement de la formation administrative, réduction de la fragmentation institutionnelle. Pour les pays à haute réactivité, l'enjeu est désormais de maintenir cette performance face aux défis contemporains — vieillissement démographique, choc énergétique, transition numérique — tout en évitant une volatilité excessive des dépenses.

Enfin, cette étude ouvre un champ de recherche nouveau. Elle montre que les paramètres d'un modèle dynamique peuvent servir de fondement à des indicateurs institutionnels robustes. Elle offre un cadre applicable au-delà des pays de l'OCDE, notamment dans les États émergents et en développement où les défis de gouvernance sont plus prononcés. Elle fournit également une base méthodologique solide pour des travaux futurs : estimation conjointe recettes-dépenses, extensions aux modèles de croissance, intégration d'indicateurs de gouvernance numérique, ou encore application à la détection des pratiques irrégulières dans les ministères sectoriels.

À travers cette étude, le modèle de Ludovic Yao Niamien (2025) s'impose comme un instrument analytique de première importance pour comprendre la dynamique réelle des finances publiques. Il éclaire d'un jour nouveau les mécanismes de gouvernance, offre une lecture objective des inerties institutionnelles et propose une voie innovante pour quantifier la performance budgétaire des États. Par son articulation entre profondeur théorique, rigueur mathématique et pertinence pratique, ce modèle constitue une contribution majeure à la science économique et à la réforme des politiques publiques.

IX. Bibliographie académique

Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. Crown Publishers.

Afonso, A., Schuknecht, L., & Tanzi, V. (2005). Public sector efficiency: An international comparison. *Public Choice*, 123(3–4), 321–347.

Alesina, A., & Perotti, R. (1996). Fiscal adjustments in OECD countries: Composition and macroeconomic effects. *IMF Staff Papers*, 44(2).

Alesina, A., Ardagna, S., Perotti, R., & Schiantarelli, F. (2002). Fiscal policy, profits, and investment. *American Economic Review*, 92(3), 571–589.

Arnold, J. (2008). Do tax structures affect aggregate economic growth? *OECD Economics Department Working Paper* No. 643.

Barro, R. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103–S125.

Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (2004). *Economic Growth*. MIT Press.

Bénassy-Quéré, A., Coeuré, B., Jacquet, P., & Pisani-Ferry, J. (2010). *Politique économique*. De Boeck.

Breton, A. (1996). *Competitive Governments: An Economic Theory of Politics and Public Finance*. Cambridge University Press.

Christensen, T., & Lægreid, P. (2007). The whole-of-government approach to public sector reform. *Public Administration Review*, 67(6), 1059–1066.

Diamond, J. (2013). *The World Until Yesterday: What Can We Learn from Traditional Societies?* Penguin.

Dixit, A. (1996). *The Making of Economic Policy: A Transaction-Cost Politics Perspective*. MIT Press.

Dollar, D., & Pritchett, L. (1998). Assessing aid: What works, what doesn't, and why. *The World Bank*.

Featherstone, K. (2005). Introduction: Modernisation and the structural constraints of Greek politics. *West European Politics*, 28(2), 223–229.

Feld, L. P., & Kirchgässner, G. (2001). The political economy of direct legislation: Efficiency, redistribution, and financial stability. *Public Choice*, 108(3–4), 329–350.

Hall, P. A., & Soskice, D. (2001). *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*. Oxford University Press.

- Hall, P. A., & Gingerich, D. (2009).** Varieties of capitalism and institutional complementarities in the political economy. *British Journal of Political Science*, 39(3), 449–482.
- Hallerberg, M., Strauch, R., & von Hagen, J. (2009).** *Fiscal Governance in Europe*. Cambridge University Press.
- Hood, C. (1991).** A public management for all seasons? *Public Administration*, 69(1), 3–19.
- International Monetary Fund. (2019).** *Fiscal Monitor: Curbing Corruption*. Washington, D.C.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2010).** The Worldwide Governance Indicators: Methodology and analytical issues. *World Bank Policy Research Working Paper* No. 5430.
- Kornai, J. (1992).** *The Socialist System: The Political Economy of Communism*. Princeton University Press.
- La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., & Vishny, R. (1999).** The quality of government. *Journal of Law, Economics, and Organization*, 15(1), 222–279.
- Lindbeck, A. (1995).** Hazardous welfare-state dynamics. *American Economic Review*, 85(2), 9–15.
- Mauro, P. (1995).** Corruption and growth. *Quarterly Journal of Economics*, 110(3), 681–712.
- Meltzer, A. H., & Richard, S. F. (1981).** A rational theory of the size of government. *Journal of Political Economy*, 89(5), 914–927.
- Musgrave, R. A., & Musgrave, P. B. (1989).** *Public Finance in Theory and Practice*. McGraw-Hill.
- Niamien, L. Y. (2025).** *Fiscalité, Gouvernance et Lutte contre la Corruption : Modélisation dynamique des finances publiques*. Manuscrit académique.
- North, D. C. (1990).** *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press.
- OECD. (2010).** *Public Administration After the Crisis*. Paris: OECD Publishing.
- OECD. (2014).** *Government at a Glance*. Paris: OECD Publishing.
- Peltzman, S. (1980).** The growth of government. *Journal of Law and Economics*, 23(2), 209–287.
- Persson, T., & Tabellini, G. (2003).** *The Economic Effects of Constitutions*. MIT Press.
- Rauch, J. E., & Evans, P. (2000).** Bureaucratic structure and bureaucratic performance. *American Journal of Sociology*, 65(1), 49–71.

Rodrik, D. (2007). *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions, and Economic Growth*. Princeton University Press.

Rose-Ackerman, S. (1999). *Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform*. Cambridge University Press.

Rothstein, B. (2011). *The Quality of Government: Corruption, Social Trust, and Inequality in International Perspective*. University of Chicago Press.

Rothstein, B., & Teorell, J. (2008). What is quality of government? A theory of impartial government institutions. *Governance*, 21(2), 165–190.

Sapir, A. (2006). Globalization and the reform of European social models. *Journal of Common Market Studies*, 44(2), 369–390.

Schick, A. (2013). Reflections on public financial management reforms. *OECD Journal on Budgeting*, 13(2), 1–18.

Stiglitz, J. E. (2000). *Economics of the Public Sector*. W. W. Norton.

Tanzi, V. (1998). Corruption around the world: Causes, consequences, scope and cures. *IMF Staff Papers*, 45(4), 559–594.

Tanzi, V., & Zee, H. (2000). Tax policy for emerging markets. *National Tax Journal*, 53(2), 299–322.

Tirole, J. (2017). *Economics for the Common Good*. Princeton University Press.

Wildavsky, A. (1964). *The Politics of the Budgetary Process*. Little, Brown.

World Bank (2020). *Worldwide Governance Indicators*. Washington, D.C.